

Vous reprendrez bien pour 10 ans de Glyphosate?



Glyphosate: à taaaaaaable! (Chappatte (Suisse / Switzerland), Le Temps
<https://www.cartooningforpeace.org/editos/glyphosate-a-taaaaaaable/>)

La décision était attendue depuis des mois avec l'espoir que l'Union Européenne priorise l'environnement et la santé plutôt que l'agriculture intensive dopée aux pesticides. Mais le couperet est tombé: la Commission européenne devrait prolonger l'autorisation du glyphosate pour 10 ans!

Le glyphosate est un herbicide non sélectif pulvérisé chaque année sur des millions d'hectares de cultures. Depuis sa première commercialisation en 1974, cette molécule de synthèse a accompagné le développement de l'agriculture intensive, en favorisant les productions à moindre coût sur des surfaces gigantesques.

La prolongation de 10 ans envisagée pour son autorisation se base sur un rapport de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) qui n'a pas identifié de domaine de préoccupation critique concernant l'impact du glyphosate sur la santé et l'environnement, tout en reconnaissant des lacunes dans les données analysées qui concernent notamment les effets délétères potentiels sur les écosystèmes naturels.

En effet, en juillet 2023, l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) se montrait rassurante sur l'usage du très controversé glyphosate: «l'évaluation de l'impact du glyphosate sur la santé des humains, des animaux et de l'environnement n'a pas identifié de zones critiques de préoccupation».

«Une préoccupation est définie comme critique lorsqu'elle affecte toutes les utilisations proposées du pesticide en cours d'évaluation (par exemple, les utilisations avant le semis, les utilisations après la récolte, etc.), empêchant ainsi son approbation ou son renouvellement».

Tout en précisant les limites et la complexité de cette évaluation éco-toxicologique imparfaite. Mais elle sert de référence pour procéder au renouvellement de l'autorisation du glyphosate dans l'UE après les 5 ans d'autorisation alloués en novembre 2017. Ainsi, le 20 septembre 2023, la Commission européenne proposait aux États membres de l'Union européenne de renouveler l'autorisation du glyphosate pour 10 ans de plus.

La France s'est empressée d'anticiper la décision officielle par la voix du ministre de l'Agriculture, Marc Fesneau, qui a assuré du soutien de la France, dans un entretien donné le 12 septembre 2023. Cette diligence enterre définitivement la promesse de Macron de travailler à son interdiction au niveau européen. Manon Aubry, députée insoumise au Parlement

européen, avait alors déposé une objection parlementaire tout en annonçant examiner la possibilité d'un recours en justice.

Quatre mois après la publication rassurante du rapport de l'EFSA et un mois après un premier vote qui avait permis de bloquer la ré-autorisation du glyphosate en Europe, les États membres de l'UE ne sont pas parvenus à exprimer un vote à majorité qualifiée aujourd'hui: *«Aujourd'hui, les États membres n'ont pas atteint la majorité qualifiée requise pour renouveler ou rejeter l'approbation du glyphosate, lors d'un vote au sein du comité d'appel»*, vient de déclarer la Commission Européenne.

C'est pourquoi, celle-ci, en «se fondant sur des évaluations complètes de la sécurité réalisées par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) et l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA), la Commission, en collaboration avec les États membres de l'UE, va maintenant procéder au renouvellement de l'approbation du glyphosate pour une période de dix ans, sous réserve de nouvelles conditions et restrictions. Parmi ces restrictions figurent l'interdiction de l'utilisation de cette substance avant récolte pour la dessiccation et la nécessité de prendre certaines mesures pour protéger les organismes non ciblés».

Cette autorisation n'oblige pas les États Membres à utiliser le glyphosate: «les États membres sont chargés de l'autorisation nationale des produits phytopharmaceutiques (PPP) contenant du glyphosate et peuvent continuer, s'ils le jugent nécessaire, d'en restreindre l'utilisation aux niveaux national et régional sur la base des résultats d'évaluations des risques, compte tenu notamment de la nécessité de protéger la biodiversité» précise la Commission Européenne.

Pour les associations Foodwatch, WeMove Europe et Générations futures: *«On peut penser que la France s'est abstenue lors du vote aujourd'hui, comme annoncé par la voix de son ministre de l'Agriculture Marc Fesneau sur France-Info; ce qui équivaut de fait à un Oui à la ré-autorisation. Alors que plus de 627.000 citoyens réunis autour de plus de 30 organisations de la société civile demandaient à la France de s'y opposer clairement, cette position est une trahison, sans surprise, de la promesse faite par le président de la République en 2017»*.

«D'une durée de 10 années, cette décision, dès qu'elle sera confirmée, va à nouveau à l'encontre du principe de précaution alors que les preuves de la dangerosité du glyphosate pour l'homme et pour l'environnement continuent de s'accumuler et que le dossier d'évaluation de cette substance présente de très nombreux biais (non-prise en compte d'études universitaires, non-évaluation de certains effets sur la biodiversité, non-prise en compte de certains effets sanitaires avérés, etc.)», s'indignent les associations qui *«n'excluent pas un recours en justice au niveau européen»*.

Rappelons que la plupart des études d'impact ne portent que sur le glyphosate seul, alors qu'il est toujours utilisé avec des additifs dont certains ont une toxicité avérée. Les effets du glyphosate sur la santé humaine font également l'objet de controverses scientifiques et d'un important lobbying de l'industrie agrochimique depuis que le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) l'a classé probablement cancérogène en 2015, appuyé par une expertise de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) publiée en 2021.

Bruno Bourgeon, président d'AID <http://www.aid97400.re>

D'après notre-planète.info du 16 Novembre 2023 <https://www.notre-planete.info/actualites/5119-glyphosate-UE-autorisation-10-ans>